



**Agropastoralisme dans les territoires transfrontaliers
Mali-Burkina Faso-Côte D'Ivoire :
Gestion, perspectives et enjeux**
Korhogo/Côte d'Ivoire, du 28 au 30 juin 2022

COMMUNIQUE FINAL

1. A l'initiative conjointe des projets pastoraux du CILSS (PRAPS-2, PREDIP, PEPISAO), du RBM, de Acting For Life (AFL) de Care International et du MOPSS, se sont tenus du 28 au 30 Juin 2022 à Korhogo en République de Côte d'Ivoire, les travaux de l'Atelier sur le thème Agropastoralisme dans les territoires transfrontaliers Mali-Burkina Faso-Côte d'Ivoire : Gestion, perspectives et enjeux ;
2. Au regard des multiples initiatives qui s'exécutent sur ces territoires transfrontaliers, la rencontre avait pour objectif majeur de renforcer les dynamiques de coopération autour de la filière agropastorale dans les territoires transfrontaliers de l'espace Mali-Burkina-Faso-Côte d'Ivoire, prévenir les principaux conflits d'accès aux ressources pastorales et mettre en exergue les enjeux économiques que représente la mobilité pastorale pour ces différents territoires ;
3. L'atelier a réuni 81 participants des trois (3) pays (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali), dont des représentants des services techniques, collectivités territoriales, des autorités coutumières, des organisations pastorales régionales (APESS, RBM, ROPPA) et nationales de l'espace SKBO, des partenaires techniques et financiers (SNV, CARE, AFL, ACF...).
4. Les travaux de l'Atelier ont été placés sous le patronage de M. Kouassi Detto Marcelin, Sous-Préfet de Korhogo, agissant au nom du Préfet du département et de la région de Poro ;
5. La cérémonie d'ouverture officielle a été successivement marquée par six (6) allocutions préliminaires dont celles du Maire de Korhogo, du représentant de Acting For Life, du représentant des OP de l'espace transfrontalier, du Secrétaire Permanent du CONACILSS et du

représentant du Ministre des Ressources Animales et Halieutiques de la République de Côte d'Ivoire. Le discours du Sous-Préfet a consacré l'ouverture officielle des travaux ;

6. Toutes les allocutions ont mis l'accent sur les défis saillants qui caractérisent la mobilité pastorale et la transhumance transfrontalière au nombre desquels les effets du changement climatique, la pression démographique sur les ressources naturelles, l'insécurité transfrontalière et l'inaccessibilité de certaines zones de pâturage ;
7. Les échanges au cours des trois jours de travaux ont été introduits par douze communications préliminaires regroupées autour des thématiques majeures suivantes :
 - a. Les dispositifs de suivi, de veille et d'alerte sur les conflits d'accès aux ressources ;
 - b. Les initiatives renforçant la dimension économique et commerciale de la mobilité pastorale par les différentes inter collectivités des trois territoires (Région de Bobo Dioulasso, Région de Ferkessédougou et Bouna, Région de Bouna et Sikasso) ;
 - c. Echanges sur les expériences en cours dans d'autres pays à l'instar du cadre de concertation Maradi-Katsina entre le Niger et le Nigéria ;
 - d. Les plateformes d'innovation pour la gestion des conflits liés à la transhumance.
8. Deux présentations dont celle consacrée à la restitution de l'étude sur le pastoralisme et l'insécurité et l'autre à l'expérience des inter collectivités de l'espace SKBo ont campé le décor de la problématique débattue au cours de l'atelier ;
9. A la fin de leurs travaux, les participants se sont particulièrement préoccupés de la persistance du climat d'insécurité marquée par les insuffisances dans la sécurisation des ressources pastorales, les nombreuses entraves à la mobilité pastorale, la stigmatisation de certains groupes d'éleveurs, des attaques des personnes et des biens ainsi que le vol de bétail ;
10. Les participants ont noté avec regret les difficultés croissantes auxquelles fait face le pastoralisme dans la sous-région en lien avec la dégradation des conditions climatiques et environnementales et aussi des politiques parfois divergentes que mettent en œuvre les États dans les espaces transfrontaliers ;
11. Les participants ont relevé la persistance des conflits entre agriculteurs et éleveurs en lien avec l'exacerbation de la compétition d'accès aux ressources naturelles, aux couloirs de passage et pistes de transhumance, aux aires de pâturages, aux résidus de récolte et aux points d'eau ;
12. Ils ont avec satisfaction salué les efforts notables que déploient au quotidien les pouvoirs publics ainsi que les acteurs des ONG et projets

dans le processus de lutte contre le banditisme armé, la sécurisation des personnes et de leurs biens et le retour progressif à la paix ;

13. Quant aux partenaires techniques et financiers, ils ont pris l'engagement de : (i) travailler au renforcement du maillage en matière d'infrastructures d'hydraulique pastorale, (ii) travailler à l'amélioration des dispositifs de collecte de données et au renforcement de capacités des différents cadres de concertation et (iii) contribuer au renforcement du dispositif de sécurité pour lutter contre le banditisme qui écume l'espace transfrontalier commun ;
14. Les participants à l'Atelier ont ensuite salué et félicité les responsables et animateurs des différents cadres de concertation mis au point (Conseils Régionaux de Transhumance, collectivités territoriales, Plateformes d'innovation, inter collectivités et syndicats des chaînes de valeur) ainsi que leurs partenaires pour les acquis engrangés en dépit des faibles moyens dont ils ont disposé pour conduire les différentes activités programmées ;
15. Ils se sont engagés à accompagner les expériences des plates formes d'innovation et des inter collectivités pour promouvoir des activités économiques génératrices d'emplois et de revenus décents pour les éleveurs tout le long des parcours pastoraux (marchés à bétail, couloirs de passage, aires de pâturage, aires de repos des animaux et points d'eau).

16. A l'issue des échanges et discussions,

- a. Considérant la précarité de l'élevage pastoral liée à la réduction drastique des espaces pastoraux et des ressources naturelles pour le bétail avec comme conséquence des risques de conflits perpétuels impliquant des éleveurs locaux et transhumants ;
- b. Mesurant la portée stratégique des différentes initiatives locales qui s'inscrivent dans un contexte de très forte dégradation de la situation sécuritaire ces dernières années, et particulièrement depuis 2020, le long de la frontière Burkina Faso-Côte d'Ivoire ;
- c. Prenant en compte le besoin de poursuivre une réflexion commune autour des questions de gestion, de perspectives et d'enjeux liés à l'agropastoralisme sur les territoires transfrontaliers Mali/Burkina Faso/Côte d'Ivoire, et considérant l'impérieuse nécessité de consolider les bases du nécessaire dialogue entre acteurs ainsi que

l'urgence d'asseoir une cohérence entre les dispositifs et les différentes interventions au sein des pays et de part et d'autre des frontières ;

17. Les participants à l'Atelier sur le thème « Agropastoralisme dans les territoires transfrontaliers Mali-Burkina Faso-Côte d'Ivoire : Gestion, perspectives et enjeux » tenu à Korhogo en Côte d'Ivoire du 28 au 30 Juin 2022, ont adopté les recommandations suivantes :

Sur le plan des cadres de concertation multi acteurs

1. Chercher et renforcer la complémentarité des différents cadres de concertation et de coopération ;
2. Il a été noté que dans certains territoires, il existe différents cadres de concertation (cadre de concertation transfrontalier, PI) ou de coopération (inter-collectivités). Il conviendrait d'identifier précisément ces différents espaces, les principales personnes ressources et d'assurer une participation réciproque au sein de chaque cadre.

Sur le plan du dispositif de collecte de données et d'alerte sur les conflits

3. Veiller à l'harmonisation et l'intégration de certains indicateurs jugés clés. A la demande de la CEDEAO, le CILSS a mis en place un indicateur conflit. Il est recommandé, dans la mesure du possible, d'intégrer la grille d'indicateurs dans les outils de suivi par les différents opérateurs ;
4. Mettre en synergie des différents dispositifs de relais de veille. Dans certains territoires stratégiques, des structures diverses mettent en place des relais de veille. Il conviendrait d'assurer une complémentarité entre tous ces dispositifs afin de renforcer le maillage de ces relais de veille, désigner une institution en charge de consolider les différents dispositifs afin d'assurer un dispositif de veille et d'alerte territorialisé.


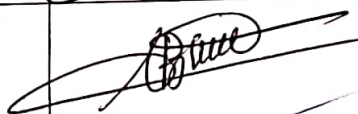
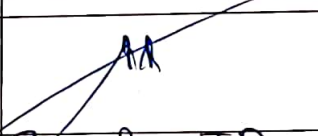

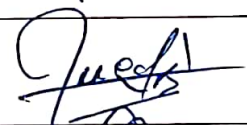



18. Une feuille de route devant concrétiser et matérialiser les engagements ci-dessus pris par les parties a été élaborée et fera bientôt l'objet d'une mise au point aux fins de renforcer l'élan de complémentarité et de synergie entre les différents acteurs et initiatives (plates formes d'innovation, inter collectivités, dispositif de collecte de données et de suivi de conflits) en cours dans le même espace transfrontalier ;

19. Enfin les participants aux travaux de l'Atelier de Korhogo remercient les organisateurs de cette rencontre pour la parfaite réussite de l'évènement ;

20. Ils saluent les autorités de Côte d'Ivoire et les populations de Korhogo pour l'accueil chaleureux et toutes les facilités dont ils ont bénéficié tout au long de leur séjour en Côte d'Ivoire et à Korhogo.

21. Fait à Korhogo le 30 Juin 2022

Ont signé :

N°	Structures	Noms et Prénoms	Signatures
1	Pour les participants du Burkina Faso	MICHAHA Mohamed	
2	Pour les participants de la Côte d'Ivoire	Clement Floi ABEKOT GBAGOU	
3	Pour les participants du Mali	Moussa Diallo	
4	Pour le RBM	TRAORE Salamata	Pour la CTR 
5	Pour APESS	Benoit Isaac Ouédraogo	
6	Pour le ROPPA	PAKOSTOGA Bientouné	
7	Pour Acting For Life	TOUQUET Adrie	
8	Pour Care International	Almet Dawalab	
9	Pour le CILSS	Edwige YARO BOTOMI	